

# Ils sont prêts à tout pour piquer de force nos amis antillais



Tout le monde se souviendra de ce scandale d'État du 2 août dernier lorsque le préfet de la Guadeloupe, Alexandre ROCHATTE, a demandé à Valérie DENUX, directrice de l'Agence régionale de santé (ARS) de prendre un ton « **grave et catastrophique** » lors d'une conférence télévisée ; et quant à Denux, elle s'est exécutée sans état d'âme. Ah ! ils sont beaux, les serviteurs de l'État. Tous menteurs et compagnie, et c'est bien pourquoi les Français ne reconnaissent plus la légitimité du régime macronien et haïssent ses valets.

En Martinique, même intolérable imposture et c'est pourquoi des collectifs de défense des populations se sont constitués. Contre un pouvoir qui a dépassé toutes les limites. Pour faire peur aux métropolitains et les pousser à se faire « vacciner

», comme si Pfizer et AstraZeneca étaient des vaccins, on a raconté que les rues de Martinique sont jonchées de cadavres et que l'épidémie y est considérable. Aussi faux que les propos du préfet Rochatte et de la directrice Denux.

À grands renforts de la presse *mainstream* qui n'est plus ni lue ni écoutée, s'en plaint, et ne tire ses revenus que des généreux subsides de l'État – payés par NOS sous sans notre accord – on a mis sur pied l'envoi de soignants métropolitains en Martinique. Les faits ont été dénoncés par le député martiniquais Jean-Philippe Nilor ainsi que par les collectifs de Martiniquais en colère.

La situation est la suivante. Voici les étapes du Grand-Guignol :

1- Guadeloupéens et Martiniquais, peut-être moins naïfs que les métropolitains – du moins ceux qui se sont fait piquer – refusent en masse de se faire injecter le poison Pfizer/Astra, ce qui agace les capricieux du gouvernement qui se sont engagés auprès des labos à écouler leur marchandise avariée.

2- On met en scène des annonces « graves et catastrophiques » en annonçant l'envoi d'équipes soignantes.

3- Aussitôt les soignants martiniquais installés en métropole se portent volontaires, ce qui est normal. Mais tous, sans exception, sont refusés. Pourquoi ? Eh bien, selon les collectifs de défense des populations, parce que ceux qui sont envoyés, tous des métropolitains piquouzes arrivés sans le moindre matériel (!) doivent remplacer les soignants martiniquais qui refusent les ordres gouvernementaux.

4- Cependant, puisqu'il n'y a pas de monceaux de cadavres, puisque la Martinique était au 7 août dernier la 17<sup>e</sup> région sur 18 en termes de mortalité Covid, c'est-à-dire l'avant-dernière, autrement dit le Covid y est quasiment absent, il faut pour les pouvoirs publics créer une situation

catastrophique en ne soignant pas les malades. La gendarmerie qui, décidément, n'est pas du côté du peuple, a été envoyée par l'ARS sur ordre gouvernemental pour rafler dans TOUTES les pharmacies les stocks d'Ivermectine, d'azithomycine et d'oxygène liquide (ces derniers représentaient 5 ans de stock ! ), pour les entreposer sous bonne garde au niveau moins 1 du CHU de Fort-de- France.

5- les cadavres ne s'amoncelant cependant pas, on profite de la grave épidémie de dengue qui touche en ce moment la Martinique pour déclarer que les morts issus de cette maladie sont décédés du Covid.

6- Mais comme cela ne suffit toujours pas pour accréditer la thèse d'une effroyable épidémie, on compte les mêmes morts chaque jour. Ainsi certains seraient morts 4 ou 5 fois.

C'est du Grand-Guignol. Et comme l'a dit le député Jean-Philippe Nilor dans une vidéo postée sur Facebook : « Au lendemain de la visite éclair de deux ministres, il y a de quoi être interpellé. De toute évidence ces ministres ne sont pas venus pour voir, pour comprendre, pour écouter... mais pour nous asséner un discours bien rodé, bien préparé depuis Paris. [...] Le ministre de la Santé va plus loin contre les élus qui ne relaieraient pas clairement le discours pro-vaccination forcée et ces élus seraient tenus responsables de la situation. Mais qui est responsable de la gestion des hôpitaux ? [...] Pourquoi aujourd'hui, en Martinique et en Guadeloupe, nous nous retrouvons en rupture de stock d'Ivermectine ? Et plutôt que de réapprovisionner les pharmacies en Ivermectine ou autres médicaments alternatifs, on envoie deux cents militaires, qui, comble du paradoxe, ne sont pas vaccinés. »

Il ne s'agit donc pas d'une action médicale mais d'une action politique sur fond de corruption et de commissions colossales.

**Pour ceux que cela intéresse, il y a d'autres alternatives à l'Ivermectine** comme me l'a confirmé mon pharmacien : en

homéopathie, l'équivalent de l'Ivermectine est le 4 granules de China Rubra 9 CH trois fois par jour. Elle est pas belle la vie ?

Mais voici une autre nouvelle des plus intéressantes : aucun des 4 labos de vaccins à ARN n'a renouvelé sa demande d'AMM conditionnelle qui devait être faite à 6 mois. **DONC LES « VACCINS » PFIZER ET ASTRA N'ONT PLUS D'AMM : ILS NE PEUVENT DONC ÊTRE IMPOSÉS** comme l'a fait remarquer Me Emmanuel Ludot, avocat contentieux au barreau de Reims.

Conclusion, continuons à lutter et soutenons nos camarades citoyens des Antilles.

**Paul Chalon**